

Synthèse de l'année 2008

L'activité économique de la Guyane est restée dynamique en 2008, malgré un net ralentissement en fin d'année amplifié par le blocage dû au conflit sur le carburant, qui a fragilisé la situation financière des entreprises. L'économie a été portée par l'investissement des agents économiques, la consommation des ménages ayant quant à elle été freinée par l'inflation. La situation des filières traditionnelles est toujours mitigée alors que les secteurs du BTP et du spatial ont de nouveau joué un rôle moteur dans l'économie.

I – L'économie guyanaise a su préserver sa trajectoire de croissance sur les trois premiers trimestres

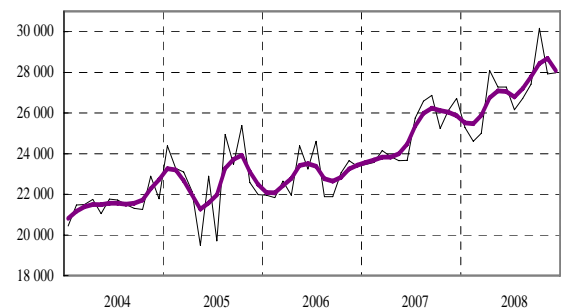
Une consommation des ménages moins dynamique que les années précédentes

Selon les enquêtes de conjoncture, le secteur du commerce a connu une activité moins dynamique qu'en 2007. Les recettes d'octroi de mer se sont d'ailleurs établies à 107,7 millions d'euros en fin d'année, en hausse de 6,2 % sur un an contre + 11,3 % en 2007.

Le crédit à la consommation des ménages, principalement destiné à l'achat d'automobiles, est resté mal orienté toute l'année ; le nombre d'immatriculations de voitures neuves est en diminution (- 1,8 % sur un an).

Les secteurs du commerce et des services ont été touchés en fin d'année par le mouvement contre les prix du carburant, qui a fortement perturbé l'activité.

Recettes d'octroi de mer
(en milliers d'€)



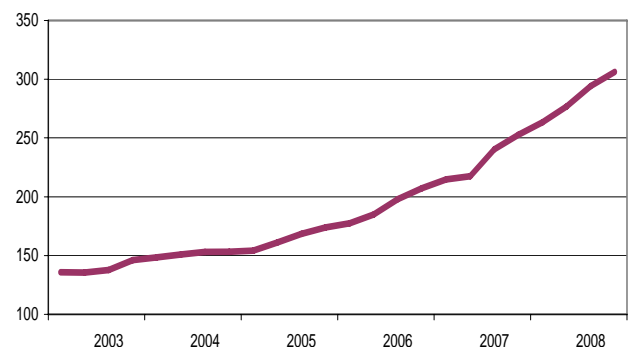
Source : Douanes - Données trimestrielles et CVS

Une bonne tenue de l'investissement

L'investissement des ménages est demeuré bien orienté ; les crédits à l'habitat, principale composante de l'endettement des ménages, ont enregistré un nouvel essor de 21,1 % sur un an, niveau nettement supérieur à celui de la France entière (+ 7,3 %).

L'investissement des entreprises est très dynamique. Les importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires sont en forte progression (respectivement + 39,5 % et + 21,8 %), traduisant une accélération des chantiers phares du département (Soyouz, Pôle Universitaire Guyanais, Lycées) ; la commande publique a notamment joué un rôle déterminant dans le secteur du BTP. Cependant, l'incertitude économique de la fin d'année a conduit les chefs d'entreprise à revoir à la baisse leurs prévisions d'investissement.

Crédit à l'habitat des ménages (en millions d'€)



Source : IEDOM

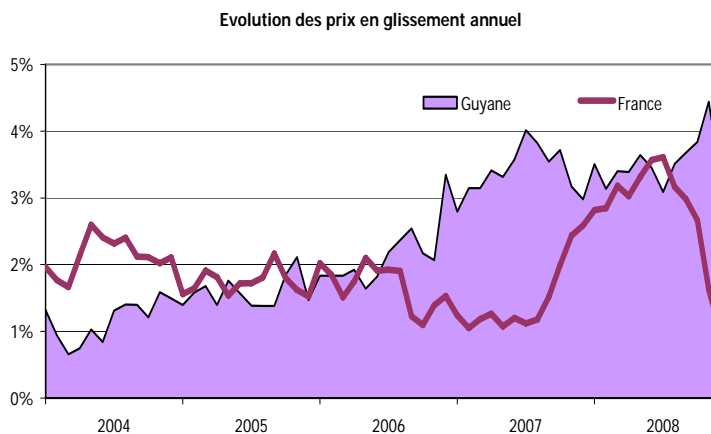
Un changement de tendance sur le marché de l'emploi

Alors qu'il avait connu une embellie depuis mi-2005, en parallèle avec l'amélioration du climat économique, le marché de l'emploi s'est dégradé en 2008. A fin décembre le nombre de demandeurs d'emploi (catégorie 1) s'inscrit à 11 810 personnes, en hausse de 9,3 % sur un an, suivant ainsi la tendance métropolitaine. En 2008, cette hausse touche plus les hommes que les femmes (+ 10,2 % contre + 8,6 %), elle atteint particulièrement les catégories les plus fragiles, les moins de 25 ans (+ 12,1 %) et les plus de 50 ans (+ 18,7 %). *A contrario*, le nombre d'allocataires du RMI poursuit sa décrue amorcée en 2007 : - 6,9 % à fin 2008, soit 11 343 bénéficiaires contre 12 178 un an auparavant.

Une inflation soutenue jusqu'en fin d'année

Le regain d'inflation depuis le second semestre 2006 s'est poursuivi en 2008 et a pesé sur le pouvoir d'achat des ménages. L'indice des prix a continué de progresser au dernier trimestre (+ 0,3 %), alors qu'une décrue s'est amorcée en métropole dès l'été.

En moyenne annuelle, la hausse des prix à la consommation s'est stabilisée à 3,5 % contre 3,4 % en 2007 ; les postes de l'énergie (+ 9,8 %), de l'alimentation (+ 4,7 %) et des services (+ 2,9 %) sont les principaux contributeurs à cette hausse. Les prix de l'énergie se sont finalement orientés fortement à la baisse en décembre, à la suite des mouvements contre la hausse des prix du carburant. Au final, l'énergie ne contribue que pour 0,8 point à la hausse des prix, contre 1,4 point pour les services et 1 point pour l'alimentation.



Source : INSEE

La balance commerciale¹ connaît un effet ciseau : chute des exportations et envolée des importations

Après l'embellie de 2006, les **exportations** continuent de se contracter comme en 2007, à 99,9 millions d'euros (- 14,7 % sur un an). Cette diminution est en partie liée à celles des sorties de biens d'équipement (- 28,5 %) non produits localement². Les exportations d'or participent à cette tendance avec une chute de 29 % sur un an. Les exportations de produits agro-alimentaires (- 6 %) sont impactées par la forte contraction des exportations de crevettes (- 38,4 %).

Les **importations** en valeur dépassent pour la première fois le milliard d'euros, s'élevant à 1 051,4 millions d'euros, en forte hausse de 17,3 % sur un an. Si les importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires sont en forte progression (cf. *supra*), traduisant la vigueur des besoins des entreprises, des hausses moins significatives sont constatées sur les produits de consommation courante : produits des industries agricoles et alimentaires (+ 1,9 %) et biens de consommation (+ 6,8 %).

Le déficit de la balance commerciale s'est finalement accru en 2008 de 22,1%, à - 951,5 millions d'euros, en raison de cet effet ciseau : recul prononcé des exportations et forte progression des importations. Le taux de couverture s'inscrit à 9,5 %, en repli de 3,6 points.

Les échanges régionaux restent marginaux

Les exportations à destination des pays de la région (Caraïbes et Amérique latine) totalisent en 2008 17,5 millions d'euros, soit 18 % du total des exportations guyanaises. Elles ont augmenté de 43 % sur un an, en raison notamment du bond des exportations vers les Antilles françaises (poissons et crevettes). Les exportations enregistrées par la Douane vers le Brésil et le Suriname restent très marginales (moins d'1 million d'euros au total).

Les importations de biens en provenance de l'environnement régional représentent en 2008 un total de 127 millions d'€ contre 158 millions d'euros en 2007. Sur le plan régional, les Antilles françaises et Trinidad sont les premiers partenaires commerciaux de la Guyane, en raison du poids des importations de carburants ou des autres produits pétroliers (pour Trinidad). En dehors de ces produits, les principaux fournisseurs demeurent la Martinique (eaux minérales et rhum), la Guadeloupe (eaux minérales, jus de fruit) et le Brésil, pour des montants ne dépassant pas quelques millions d'euros par provenance.

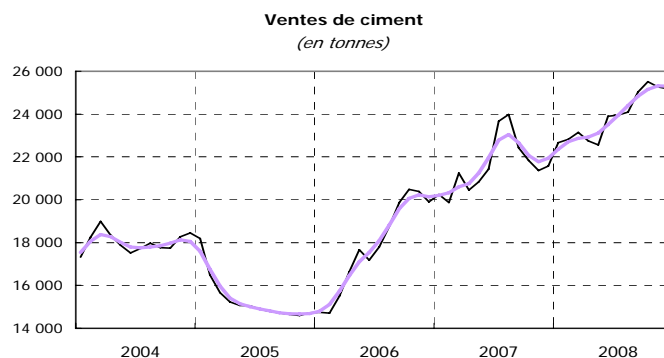
¹ Les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières. Ils ne portent que sur les échanges de marchandises, excluant de ce fait les échanges de services et, par conséquent, les activités de transport spatial qui correspondent à des services rendus aux pays propriétaires des satellites.

² Equipements électriques et électroniques notamment.

Les secteurs du spatial et du BTP ont continué à dynamiser l'activité

Sur le plan sectoriel, l'**activité spatiale** a confirmé sa maturité technique, avec dix satellites géostationnaires mis en orbite et le lancement du vaisseau cargo ATV (Automated Transfer Vehicle) « Jules Verne ». Arianespace a ainsi réussi à mettre sur orbite 70 tonnes de charge utile en 2008 (contre 50 tonnes en 2007). Les dix satellites de télécommunication lancés par Ariane 5 ECA représentent 50 % du marché mondial des satellites commerciaux. La préparation des infrastructures du site de lancement Soyouz a continué à avoir des effets directs positifs sur les autres secteurs économiques du département. Une des étapes principales du projet a été franchie avec la réception des travaux d'infrastructure en octobre. Le Centre de Lancement (CDL) Soyouz, les centrales de production d'énergie et de climatisation, le bâtiment d'intégration lanceur et le massif de lancement sont disponibles afin d'intégrer les équipements et le système de lancement russe. Plus de 500 personnes, dont une majorité recrutée localement, ont travaillé sur le site jusqu'à la fin du chantier d'infrastructures. En 2009, l'ensemble de lancement Soyouz sera réceptionné, avec la fin de l'intégration des équipements et des divers équipements russes nécessaires aux activités de lancement et le montage du portique mobile. Cette dernière activité nécessitera le déploiement de 150 personnels russes. Le premier lanceur devrait arriver en Guyane à mi-2009, le premier lancement est programmé en fin d'année.

Le **secteur du BTP** a également tiré parti d'autres chantiers comme la construction de quatre lycées et du pôle universitaire guyanais, de la réfection de routes et de la bonne tenue du marché immobilier. Les ventes de ciment restent soutenues (+ 12,4 % sur un an contre + 19 % en 2007). Cette tendance devrait se maintenir en 2009 avec la montée en puissance des projets d'infrastructures du Contrat de Plan Etat Région 2007-2013. Les prévisions pour la commande publique des années 2009 et 2010 sont d'ailleurs optimistes avec des montants qui pourraient dépasser 400 millions d'euros par an, en raison d'importantes opérations dans la construction de logements sociaux et de locaux.



Source : Ciments Guyanais (Données en trimestres glissants - CVS)

L'activité du secteur du **tourisme** s'est inscrite en demi-teinte, en raison d'une détérioration au second semestre. Le secteur avait cependant bénéficié d'une amélioration du tourisme d'affaires, liée en partie à l'activité spatiale ; les taux de fréquentation d'hôtel avaient même atteint des niveaux records en avril et juin. L'arrivée d'une seconde compagnie aérienne sur le tronçon Paris-Cayenne a permis d'améliorer la situation concurrentielle de la destination avec des baisses de prix du billet comprise entre 15 et 20 %. Elle offre de nouvelles perspectives de communication sur la destination, de disponibilité de places et de classes tarifaires pour les « tours operators ».

Le secteur **primaire**, et plus particulièrement la pêche et la riziculture, a de nouveau connu de sérieuses difficultés. L'activité des crevettiers a été touchée par un phénomène climatique, dû au refroidissement de la température des eaux de mer appelé « la Niña » qui s'est traduit par une raréfaction de la ressource de juin à septembre. Cette diminution plus forte que les années précédentes a entraîné un déstockage plus important que prévu. La filière, déjà pénalisée par le prix du carburant¹, a aussi été touchée par le blocage en fin d'année des axes routiers qui a désorganisé la logistique d'approvisionnement de ses clients. Les prises de crevettes sont ainsi en forte diminution sur un an (- 40 %). La pêche de vivaneaux est orientée plus favorablement avec une diminution moins importante des prises (- 7,6 % sur un an), en raison d'une campagne de promotion vers le marché de la Martinique. Le secteur de la pêche est maintenant impacté par la chute des cours due à la crise économique des marchés récepteurs (métropole et Espagne) et à la fermeture du marché antillais suite aux mouvements sociaux.

Les filières traditionnelles agricoles stagnent, avec une diminution des abattages de bovins et de porcins et une production de volaille déprimée. Le manque d'infrastructures de transformation et de commercialisation pèse sur leur développement, d'autant que les collectivités publiques ne favorisent pas la consommation de produits locaux en raison de la faiblesse des volumes mis sur le marché. Après une année 2007 catastrophique, le secteur rizicole connaît une reprise d'activité avec une production de riz de 9 704 tonnes (+ 11,9 % sur un an), les exportations restant déprimées à 4 571 tonnes (- 25,8 % sur un an). La production locale de rhum, concurrencée par le rhum martiniquais, est en amélioration par rapport à la campagne précédente, avec 116 959 litres d'alcool produits. L'incendie de 90 des 100 hectares de la rumerie de St Maurice (le plus gros producteur) devrait cependant avoir pour conséquence une diminution de l'activité de production rhumière au premier trimestre 2009.

Dans le secteur **secondaire**, les exportations d'or en volume² se sont inscrites à 2 tonnes contre 3,8 tonnes en 2007 ; cette chute s'explique en partie par la fermeture de comptoirs d'or suite aux régularisations imposées en 2008. Le secteur, constitué de PMI en Guyane, bénéficierait, notamment au plan technique, de l'apport de grands projets d'entreprises multinationales pour se développer, alors que le potentiel du massif guyanais est important. Le rejet du projet Cambior incite la profession à s'interroger sur les perspectives d'avenir de l'activité aurifère qui a besoin de visibilité pour investir sur le long terme. Les professionnels font toujours part des difficultés d'accès à la ressource, dans l'attente de la mise en place du schéma départemental d'orientation minier (SDOM).

¹ Deux fois plus élevé qu'au Suriname.

² Données provisoires

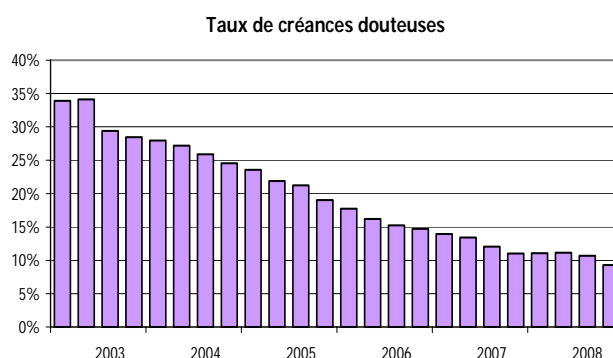
II – L'activité des établissements de crédits résiste à la crise financière

Alors que la conjoncture mondiale est impactée de manière croissante par les effets de la crise financière, les établissements de crédit ont continué de jouer leur rôle d'intermédiation financière en Guyane, accompagnant le financement des agents économiques. Les activités de collecte de dépôts ou de distribution de crédits, mesurées par le niveau de leurs encours, se sont poursuivies à un rythme soutenu.

L'encours de crédits des établissements toutes zones confondues dépasse pour la première fois les 2 milliards d'euros

S'agissant de l'activité de distribution de crédits, l'encours de crédits des établissements toutes zones confondues atteint 2 078,8 millions d'euros, en hausse de 12 % sur un an (+ 5,9 % en 2007). La croissance de l'encours sain (+ 13 %) à 1 976,6 millions d'euros est portée par tous les agents économiques. La hausse des concours octroyés aux collectivités locales a été particulièrement vigoureuse en fin d'année avec le plan de restructuration financière des collectivités¹. Les concours en faveur des entreprises progressent toujours nettement (+15,2 %), à un rythme plus élevé que celui des ménages (+12,3 %).

Les établissements locaux ont maintenu un taux de croissance soutenu de leur encours sain (+ 12,6 % contre + 17,5 % en 2007). Les ménages, premiers emprunteurs (à 462 millions d'euros) ont poursuivi leur recours aux crédits à l'habitat (+ 21,1 % contre + 22 % en 2007), dépassant nettement les taux de croissance métropolitains, alors que les crédits à la consommation sont moins prisés (+ 1,2 % contre + 9,3 %). Le marché immobilier guyanais n'aurait donc pas connu le ralentissement enregistré sur d'autres marchés. Les concours accordés aux entreprises (à 33,6 millions d'euros) se maintiennent (+12,7 % dont + 11,7 % pour les crédits d'investissement).



Source : IEDOM

Un portefeuille encore assaini en 2008

Les établissements locaux ont poursuivi leur politique d'assainissement de leurs portefeuilles en 2008. Le taux de créances douteuses (9,3 %) diminue de 1,7 point sur un an, passant ainsi pour la première fois en dessous de 10 %, tandis que le taux de provisionnement atteint 78 %, en diminution de 6,8 points sur un an.

Une baisse de l'épargne à long terme

Concernant les actifs financiers, ceux-ci ont enregistré une croissance proche de 2007 (+ 4,5 % contre + 4,4 %). La faible augmentation des dépôts à vue des sociétés non financières (+ 2 % sur un an) se conjugue avec une croissance mieux orientée des dépôts des ménages (+ 3,6 % contre + 4,7 % en 2007). Les placements liquides ou à court terme ont bénéficié d'une certaine attractivité (+ 11,4 %) dans un contexte de taux plus rémunérateurs. L'épargne à long terme est impactée par la désaffection sur les plans épargne logement, la baisse sur l'assurance vie (-3,8 %) et la chute des OPCVM non monétaires (- 14,5 %) liée à celle des marchés financiers.

La collecte des dépôts (+ 4,9 %) a moins progressé que l'encours de crédit sain (+ 12,6 %) : il en est résulté un nouvel accroissement du coût de la ressource des établissements de crédit, qui doivent se refinancer sur le marché interbancaire.

En 2008, le produit net bancaire aurait évolué de façon moins satisfaisante que les années précédentes ; les établissements de crédit sont confrontés à une dégradation de leurs charges d'exploitation et à une nette baisse du commissionnement en fin d'année, qui pourrait impacter leur résultat.

¹ Des conventions de prêt ont été signées avec 5 communes (Cayenne, Kourou, Mana, Matoury, Montsinéry-Tonnegrande), pour 44,5 millions d'€ à fin 2008. L'objectif du dispositif mis en place est d'apurer les dettes et de restaurer les capacités d'investissement des collectivités.